

Diplôme	Licence professionnelle	
Mention	Activités juridiques : Métiers du droit social	
Numéro d'accréditation	Cf arrêté d'accréditation	
Etablissements co-accrédités	<input type="checkbox"/> Université Claude Bernard Lyon 1 <input checked="" type="checkbox"/> Université Lumière Lyon 2 <input type="checkbox"/> Université Jean Moulin Lyon 3 <input type="checkbox"/> Université Jean Monnet <input type="checkbox"/> Ecole Normale Supérieure de Lyon <input type="checkbox"/> Ecole Centrale de Lyon <input type="checkbox"/> INSA Lyon <input type="checkbox"/> Vetagro Sup <input type="checkbox"/> ENTPE	<input type="checkbox"/> ENSSIB <input type="checkbox"/> ENSAL <input type="checkbox"/> ENSASE <input type="checkbox"/> Institut Mines Telecom <input type="checkbox"/> Université Savoie Mont Blanc <input type="checkbox"/> IOGS Paris-Saclay
Schéma des parcours	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte. Un seul parcours à l'université Lyon 2 : « collaborateur en droit social et prévention des risques professionnels ». La licence métiers du droit social parcours "collaborateur en droit social et prévention des risques professionnels" est une licence suspendue. C'est donc la seule et unique année à Lyon 2 et sur le site.	

Objectifs et finalité de la formation (secteurs d'activité et métiers visés)
<p>La licence professionnelle forme non seulement des juristes compétents, mais aussi et surtout des collaborateurs immédiatement capables de réagir tant dans le domaine de l'ergonomie que dans celui des relations sociales dans l'entreprise. Il s'agit de :</p> <p>- <u>Maîtriser les mutations du droit du travail</u> : les entreprises, du secteur privé comme du secteur public, doivent pouvoir compter sur des salariés solidement armés sur le plan juridique, au fait de ces nouveaux enjeux et aptes à comprendre et suivre les évolutions juridiques à venir.</p> <p>- <u>Appréhender la question de la santé et de la sécurité des salariés au travail</u> : La santé et la sécurité des salariés au travail constituent aujourd'hui l'un des enjeux majeurs. L'ensemble des entreprises du secteur privé et du secteur public est impliqué dans la prévention des risques liés au travail.</p> <p>- <u>Comprendre les divers aspects des relations sociales dans l'entreprise</u> : Les formes d'organisation du travail évoluent. Les récentes réformes, (loi du 20 août 2016, ordonnances du 22 septembre 2017, loi du 29 mars 2018, du 22 mai 2019, 2 août 2021, 18 décembre 2023, du 26 janvier 2024 par exemple) rendent encore plus indispensable une bonne compréhension des mécanismes sociaux en jeu dans l'entreprise, du rôle et de l'action des différents acteurs. Les entreprises, quelle que soit leur taille, peuvent rencontrer des difficultés d'embauche du fait d'un manque de main d'œuvre suffisamment polyvalente dans ces domaines.</p> <p>Il existe par exemple une forte demande dans le domaine de l'analyse des risques au travail, liée à l'obligation faite aux entreprises de rédiger un « document unique » recensant ces risques (DUERP). Les acteurs intervenant aujourd'hui sur ces questions ne sont souvent pas suffisamment spécialisés, la licence professionnelle contribue notamment à répondre à ce besoin, en formant des étudiants capables d'intervenir dans le domaine de la prévention des risques professionnels.</p> <p>De plus, la demande de juristes en droit social est toujours aussi forte. Les titulaires de la licence professionnelle « collaborateur en droit social et prévention des risques professionnels », immédiatement opérationnels, peuvent intégrer les services de ressources humaines en offrant des compétences dans les domaines du droit et des relations sociales.</p> <p>L'accent est mis dans la formation sur la maîtrise de l'outillage juridique, spécialement en droit du travail et en droit de la sécurité sociale. Une place importante est laissée à l'intervention de professionnels en ergonomie, en gestion des ressources humaines et l'équipe est très attentive à mettre en évidence les liens existants entre les différentes disciplines. Le retour des étudiants sur le contenu de la formation est très positif (une évaluation des enseignements et des enseignants est faite chaque année par chacun des étudiants). Le retour des tuteurs est également très positif (cela ressort des évaluations des rapports de stage ou apprentissage des "tuteurs en entreprise").</p>

Le supplément au diplôme (SD ou annexe descriptive au diplôme ADD) accompagne le diplôme et précise les connaissances et compétences acquises par l'étudiant.

Le retour des étudiants sur les enseignements a très souvent permis de recadrer les enseignements et / ou de remplacer les intervenants (v. CR du dernier conseil de perfectionnement de 2024).

En outre, les enseignements sont assurés de tel sorte qu'ils permettent une intégration progressive de tous les étudiants quel que soit le parcours d'origine. En effet, les étudiants inscrits dans la licence professionnelle proviennent de parcours différents. Afin d'assurer une mise à niveau commune sur les enseignements de base de la licence, ils/elles suivent en début d'année une série de cours et TD dans les matières fondamentales que sont le droit civil et le droit commercial. Un cours de droit public du travail vient immédiatement compléter la formation, afin de permettre une connaissance des règles qui gouvernent l'ensemble des travailleurs subordonnés (droit public et droit privé).

Les étudiants suivent également un cours de communication, et un cours d'anglais à l'issue duquel ils/elles se voient proposer la possibilité de se présenter au test du TOEIC.

Parallèlement, les enseignements de droit du travail, de droit de la sécurité sociale, d'ergonomie et de sociologie des relations de travail sont dispensés de septembre à avril. Chacun de ces quatre enseignements principaux est organisé sous la forme d'un cours magistral et de séances de travaux dirigés. Lors des séances de travaux dirigés, l'accent est porté sur le travail de groupe et la participation orale. Dans tous les cas, les étudiants sont invités à établir des connexions entre les différentes disciplines. En droit du travail et droit de la protection sociale, CM et TD sont dispensés en « pédagogie inversée », permettant ainsi aux étudiants d'être actifs dans leur apprentissage.

Les relations sociales dans l'entreprise sont abordées dans l'enseignement de sociologie, mais aussi et avec une visée davantage professionnalisante, au travers d'un cours conséquent en gestion des ressources humaines, comprenant la gestion des emplois et des parcours professionnels, complété par des interventions de spécialistes de la formation professionnelle, de la paie, et de la communication dans l'entreprise. Ces cours sont tous assurés par des professionnels ayant des responsabilités dans ces différents domaines.

L'enseignement théorique d'ergonomie est complété par de nombreuses interventions de professionnels spécialisés dans le domaine de l'hygiène, la sécurité et les conditions de travail (Risques psychosociaux, TMS, handicap, organisation du travail...). Les éléments apportés enrichissent l'approche des ressources humaines en intégrant une réflexion sur les dimensions compétences, santé et parcours et en abordant la mise en oeuvre des dispositifs réglementaires (en matière de pénibilité, concernant le handicap ou l'emploi des seniors par exemple).

Les projets tuteurés complètent la formation pour les étudiants qui ne sont pas en alternance. Les étudiants travaillent sur des sujets proposés par l'équipe, ou qu'ils/elles suggèrent eux-mêmes. Ces sujets doivent permettre la mobilisation de l'ensemble des connaissances et compétences acquises tout au long de la formation. Ils font l'objet d'un rapport écrit et d'une présentation orale, lors d'un séminaire de restitution auquel participent l'ensemble des étudiants.

Les métiers visés sont les suivants :

Secteur privé :

Assistant au sein des services juridiques d'entreprise

Assistant en ergonomie

Assistant en ressources humaines

Emploi au sein des syndicats patronaux ou de salariés ou des chambres de commerce et d'industrie

Intervenant en prévention des risques professionnels

Technicien hygiène-sécurité-environnement

Secteur Public :

Accès aux emplois administratifs des hôpitaux, de l'administration du travail, du service public de l'emploi, ou des organismes de protection sociale.

Accès aux services juridiques ou de ressources humaines des grandes administrations ou des grands services publics.

Points forts ¹	Points faibles ¹
Une formation au contenu original, tournée vers l'acquisition de compétences plures. Une diversification recherchée du public accueilli, notamment par l'ouverture à l'alternance, et à la formation continue.	Un taux de poursuite d'études relativement important, explicable néanmoins par la multitude de structures privées à but lucratif délivrant des diplômes pourtant accrédités, dont le contenu est pour le moins discutable. Cependant, la poursuite d'études au sein de Lyon 2, ou d'un autre établissement public est marginale, à

<p>La diversité des publics accueillis permet la prise en compte des expériences de chacun et une interactivité entre les étudiants.</p> <p>Les cours s'appuient sur les questions posées aux étudiants en alternance : cas pratique par exemple.</p> <p>Des débouchés professionnels clairement ciblés et porteurs d'emplois à court terme.</p> <p>La polyvalence des enseignements, qui se retrouvent dans les lieux de stage / d'apprentissage est incontestablement le point fort de la licence.</p> <p>La formation vise à former de professionnels polyvalents sur différents niveaux d'expertise (exemple : maîtrise des mutations du droit du travail, appréhension de la question de la santé et de la sécurité des salariés au travail, compréhension des divers aspects des relations sociales dans l'entreprise).</p> <p>Un bon taux de réussite : entre 90 et 100 %.</p> <p>Un suivi individualisé des étudiants en cours d'année et dans les 18 mois après la sortie de licence.</p>	<p>l'exception de la promotion 2024 au sein de laquelle 8 étudiants ont eu d'excellents résultats.</p>
Opportunités¹	Menaces¹
<p>Développement de l'alternance. Au cours de la période évaluée, la licence professionnelle a été ouverte à l'apprentissage (rentrée 2023), en plus de la possibilité de contrat de professionnalisation admis dès l'origine.</p> <p>La LP participe à la promotion sociale de personnes en reprise d'études.</p> <p>Certains étudiants ressentent le besoin d'être confrontés à la vie professionnelle avant de s'engager dans des études plus longues.</p>	<p>La principale menace est en lien avec « le point faible » : fuite des étudiants vers des structures privées, plutôt qu'une entrée (ou un retour) dans la vie active.</p> <p>Baisse du nombre d'alternants en apprentissage ou en contrat de professionnalisation en lien avec la baisse des aides gouvernementales.</p> <p>Le droit est une discipline pour laquelle la demande de master est très forte. Certains étudiants qui n'ont pas eu de place en master tentent de passer par la LP pour augmenter leur chance.</p> <p>Il y a aussi une "croyance collective" selon laquelle il faut a minima bac+5, pour avoir une chance d'avoir un "bon métier".</p>

Inscription de la formation dans les orientations pédagogiques et les priorités thématiques de l'établissement
<p>Dans le cadre de la création de 8 pôles de spécialité pluridisciplinaires, au sein de l'université Lyon 2, la LP peut bénéficier des travaux du « Pôle travail ». De même, les étudiants bénéficient du renforcement de l'accès à la culture sur les campus et de la lutte contre toutes les formes de discriminations et les VSS, mis en place par l'Université Lyon 2. La création d'un CFA et d'une vice-présidence dédiée a permis plus facilement l'ouverture de la LP à l'apprentissage.</p>

Parcours des étudiants en amont et en aval de la formation
<p>Cliquez ou appuyez ici pour entrer texte.</p> <p>L'organisation de la formation permet d'accueillir des publics en formation initiale ou continue, en alternance ou en continu jusqu'en fin avril, date à partir de laquelle les étudiant.es doivent obligatoirement partir en stage de façon à comptabiliser au minimum 12 semaines de stage à la fin de la formation.</p> <p>A l'aval, les étudiants viennent de BTS, DUT, L2 essentiellement pour les personnes en formation initiale. Pour les personnes en formation continue, il s'agit, la plupart du temps, de salariés en reconversion professionnelle : reprise d'études à la suite d'un licenciement économique, salariés titulaires de mandats syndicaux cherchant à valoriser leurs acquis notamment. L'admission se fait sur sélection, et pour ce type de public, il est possible de les admettre par VAP.</p> <p>A l'amont, le suivi est assuré à la fois par les services de l'université et par la responsable pédagogique, aidée du secrétariat de l'IETL. Il en ressort par exemple, pour la promotion 2022, un taux d'emploi de 90% à 6 mois, 85% à 12 mois, 100% à 18 mois.</p>

¹ Pour rappel, 4 domaines : politique et caractérisation, organisation pédagogique, attractivité/performance et pertinence, pilotage et amélioration continue

Les formations et diplômes sous-jacents, recommandés ou constatés pour l'accès à la formation sont principalement les BTS « assistant de direction », « assistant juridique » ou « assistant en ressources humaines », DUT « carrières juridiques » ou « gestion des entreprises et des administrations », titulaires de L2 en droit, économie ou gestion, AES (administration, économie et social), sociologie ou psychologie, etc.

Les options et les parcours personnalisés proposés aux étudiants ; Après étude de la situation de chaque personne, il peut être proposé de suivre la licence en 2 ans (par exemple pour des étudiants salariés), et dans le cadre de la réforme de la fiche RNCP (en lien avec des DU "droit du travail" et "droit et GRH" proposés par l'IETL), des "options pourraient être proposées aux personnes ayant par exemple acquis ce ou ces DU.

Les poursuites d'études possibles, recommandées ou constatées. Il n'y a bien-sûr aucune poursuite d'études recommandée, mais il faut constater que les personnes qui poursuivent (au sein de Lyon 2, en master droit social ou ergonomie), ont d'excellents résultats et réussissent, sans exception, brillamment leur master.

Le diplôme est accessible en VAE (une VAE en cours - février 2025)

Articulation et passerelles avec les formations voisines du même cycle et des cycles antérieur et/ou supérieur

Cliquez ou appuyez ici pour entrer texte.

La LP s'articule parfaitement avec les formations des cycles antérieurs notamment :

BTS « assistant de direction », « assistant juridique » ou « assistant en ressources humaines », DUT « carrières juridiques » ou « gestion des entreprises et des administrations », "H et S", L2 en droit, économie ou gestion, AES (administration, économie et social), sociologie ou psychologie, etc.

Evolution des intitulés de la formation (accréditée et parcours diplômants) pendant la période de référence

Il n'y a pas eu d'évolution de l'intitulé de la formation durant la période de référence. Cependant, les diverses réunions de suivi, les conseils de perfectionnement (voir annexe) ou encore les résultats des évaluations des enseignements et des enseignants permettent des ajustements continus. Par exemple, au cours de la période, outre le passage à l'apprentissage, il y a eu une augmentation du nombre d'heure de GRH, refonte des modalités (et du contenu) de l'anglais, remplacement du projet tutoré par un mémoire pour les étudiants en alternance.

Perspectives de restructuration envisagées pour le prochain contrat

A venir, il est envisagé de basculer toutes les matières « fondamentales » de la LP, qui ne le sont pas déjà en « pédagogie inversée ». Cela pourra concerner la sociologie du travail et la partie « théorique » de l'ergonomie. Le droit du travail et le droit de la sécurité sociale sont déjà enseignés selon cette méthode.

Il est également envisagé de permettre un accès progressif après obtention d'un DU délivré par l'IETL.